

Unité inter-départementale Gard-Lozère  
89, rue Weber  
CS 52 002  
Cedex 02  
30907 Nîmes

Nîmes, le 14/11/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**HYDRAPRO SAS**

ZA DU PIQUET  
35370 Étrelles

Références : -  
Code AIOT : 0006602641

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/09/2025 dans l'établissement HYDRAPRO SAS implanté lieu dit de Pazac Route de Meynes 30210 Lédenon. L'inspection a été annoncée le 21/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite est réalisée dans le cadre du suivi de l'arrêté préfectoral de mesure d'urgence 2025-058-Dreal du 12/08/2025 pris à l'encontre de la société Hydrapro pour son site de Lédenon suite à l'accident survenu le 10 août 2025 inhérent à une combustion de produits chlorés stockés dans une cellule du bâtiment matières premières de l'établissement.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- HYDRAPRO SAS
- lieu dit de Pazac Route de Meynes 30210 Lédénon
- Code AIOT : 0006602641
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société HYDRAPRO (groupe B2F) exploite un site industriel de fabrication, conditionnement et stockage des produits chlorés pour le traitement de l'eau, principalement pour le marché des piscines et spas. Le site occupe une superficie de près de 6 hectares. Il est situé au lieu-dit Pazac, route de Meynes, sur la commune de Lédénon, à une quinzaine de kilomètres au nord est de Nîmes, à environ 3km au sud du centre de Lédénon et 3 km à l'ouest du centre de Meynes, dans un milieu agricole.

Les habitations les plus proches des limites du site accueillent des chambres d'hôtes et se situent à une vingtaine de mètres au sud. A 500 mètres à l'est, au lieu dit «les Mugues» et à 500 mètres au sud-ouest s'y exerce une exploitation maraîchère.

L'activité du site consiste à réceptionner des substances chlorées en poudre, les mélanger, les presser pour former des pastilles ou galets ou encore les ensacher directement sous forme pulvérulente. Le process de fabrication se fait à température ambiante et aucune réaction chimique n'est mise en œuvre. Le site conditionne également, en seaux ou bidons, des produits détergents et d'entretien sous forme de poudres.

L'exploitant dispose sur son site de 3 mélangeurs pour la fabrication de produits solides (poudres), de 3 lignes de conditionnement et pressage sous forme de pastilles (pastilleuse) et de 2 lignes de conditionnement semi-automatiques de produits solides (poudres) en seaux.

L'établissement emploie 47 agents permanents ainsi que des personnels intérimaires (jusqu'à 40 saisonniers en période de pointe d'activité).

Le site est soumis à autorisation sous la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) et relève du statut seveso seuil haut.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Accident
- Inspection généraliste produits chimiques

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Plans d'urgence
- REACH

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Encadrement des missions sous-traitées	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I-3	Demande d'action corrective	1 mois
3	Suivi APMU 2025-058-Dreal	AP de Mesures d'Urgence du 12/08/2025, article 3.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
6	Suivi APMU 2025-058-Dreal	AP de Mesures d'Urgence du 12/08/2025, article 3.4	Demande d'action corrective, Prescriptions complémentaires	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
8	Conception des installations	Arrêté Préfectoral du 06/10/2022, article 6.3.4	Mise en demeure, respect de prescription, Prescriptions complémentaires	1 mois
9	Conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 01/08/2019, article 3.6.2	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
10	Etats des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
11	Détection dans les zones à risque	Arrêté Préfectoral du 06/10/2022, article 6.5.6	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
12	Plan d'opération interne	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I-5	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
13	FDS Respect de ces dispositions	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
14	Traçabilité	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 54	Demande d'action corrective	1 mois
15	Plan d'opération interne (POI)	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 515-100	Demande d'action corrective	1 mois
16	Équipiers de seconde intervention	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54-A	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suivi APMU 2025-058-Dreal	AP de Mesures d'Urgence du 12/08/2025, article 2	Sans objet
4	Suivi APMU 2025-058-Dreal	AP de Mesures d'Urgence du 12/08/2025, article 3.2	Sans objet
5	Suivi APMU 2025-058-Dreal	AP de Mesures d'Urgence du 12/08/2025, article 3.3	Sans objet
7	Suivi APMU 2025-058-Dreal	AP de Mesures d'Urgence du 12/08/2025, article 4	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente visite relève que l'exploitant a globalement mis en œuvre, pour son site de Lédénon, les mesures immédiates conservatoires, les mesures de gestion post-accident, de gestion des déchets liés au sinistre et de gestion des eaux d'extinction, conformément à l'arrêté préfectoral de mesure d'urgence 2025-058-Dreal pris le 12/08/2025 suite à l'accident survenu le 10 août 2025. Le bâtiment bunker a été partiellement remis en service, 3 cellules restant condamnées. Le rétablissement pérenne de la fonction fermeture automatique des portes coupe-feu reste néanmoins à être réalisé, l'exploitant ayant mis en place, dans l'attente, un dispositif d'alimentation électrique de secours.

L'exploitant a mené une première analyse des causes au travers de son rapport d'événement complété (v2), transmis par mail du 12/09/2025. Au regard des constats établis par l'inspection sur site et en l'absence de cause initiatrice identifiée à date, cette analyse doit être poursuivie et le plan d'actions complémentaires techniques et/ou organisationnelles pour prévenir toute récurrence d'un sinistre similaire et améliorer les modalités d'intervention reste à compléter en cohérence avec l'analyse des causes.

Cette visite a également conduit à relever des écarts aux prescriptions réglementaires applicables au site donnant lieu à un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure joint en annexe au présent rapport. Ces écarts concernent les 4 points suivants :

- l'organisation des stockages au sein du bâtiment bunker de stockage de matières premières (constat n°8) non conforme à l'étude de dangers ;
- les conditions de stockage par "îlotage" pour les produits comburants (constat n°9) ;
- l'état des matières stockées (constat n°10) ;
- la mise en œuvre des procédures d'urgence lors de l'événement du 10 août (constat n°12).

Par ailleurs, quelques points nécessitant des justificatifs de la part de l'exploitant ont été relevés. La formalisation et la traçabilité de certaines actions mises en œuvre sur le site pour maîtriser les risques accidentels doivent aussi être améliorées.

Enfin, suite à cet événement, l'exploitant est tenu également de mettre à jour son POI, et de réexaminer son étude de dangers afin de prendre en compte le retour d'expérience tiré de cet événement survenu hors heures ouvrées. Il est attendu de ce ré-examen, centré sur l'événement du 10 août 2025, une analyse de risques détaillée systématique et exhaustive, intégrant également les aspects conditions de stockage des substances et les spécifications physico-chimiques de ces dernières, au regard de la sensibilité des produits mis en œuvre, point particulièrement prégnant lors des deux derniers événements significatifs survenus sur le site en 2023 et 2025. Cette demande de réexamen fait l'objet d'un projet d'arrêté préfectoral complémentaire joint en annexe du présent rapport. Ce projet comporte aussi une mesure visant à renforcer la maîtrise des risques au sein du bâtiment bunker. Cette mesure porte sur l'organisation des stockages de matières premières en l'absence de cause initiatrice identifiée à date, avec la ségrégation des stockages de big-bags entamés et un encadrement de la durée maximale de stockage des big-bags. L'ensemble des constats est détaillé dans les fiches ci-après.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi APMU 2025-058-Dreal

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mesures d'Urgence du 12/08/2025, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mesures immédiates conservatoires
<b>Prescription contrôlée :</b>

Hormis les actions nécessaires à la mise en sécurité et au nettoyage du site, les activités du bâtiment « bunkers » sont suspendues. Les conditions de redémarrage de ce bâtiment sont fixées dans les articles suivants.

L'exploitant procède aux mesures immédiates suivantes :

- mise en sécurité des installations, interdiction d'accès, etc ;
- mise en place sur le site en dehors des heures ouvrées d'une présence permanente capable de surveiller les installations et mettre en œuvre dans les délais les mesures prévues par le plan d'opération interne, tant que la sécurisation du bâtiment « bunkers » n'est pas assurée. La surveillance inclut, notamment, le bâtiment « bunkers », les installations de stockage des eaux d'extinction incendie, les stockages des produits impactés par l'événement ou dans l'attente de leur évacuation du site ;
- évacuation des produits impactés par l'évènement ;
- nettoyage du bâtiment « bunkers ».

#### Constats :

Les mesures immédiates conservatoires sont confirmées comme étant en place lors de la visite, avec :

- un balisage interdisant l'accès aux 3 cellules 4, 3 et 10, ainsi que la mise en place d'étais, conformément aux conclusions de l'étude structure, datée du 12/08/2025, menée avec le bureau d'étude mandaté par Hydrapro suite à sa visite du 10/08/25 (rapport N°TMO/27917908/1 Rev0) ;
- l'évacuation des produits impactés par l'évènement et le nettoyage du bâtiment bunker ;
- la mise en place sur le site, en dehors des heures ouvrées (HHO), d'une présence permanente formée pour une surveillance renforcée du site. Il s'agit du même prestataire assurant déjà des missions de surveillance. Selon l'exploitant, en cas de détection d'anomalie, le prestataire contacte l'astreinte technique chargée d'assurer la levée de doute. Cette surveillance renforcée HHO a été assurée jusqu'au 27/08/25, date de remise en fonctionnement de la détection équipant les cellules de stockage du bunker. D'après l'exploitant, elle a notamment comporté des relevés de température des stockages des matières premières et des taux de chlore. Le relevé de la surveillance assurée du 18/08 au 27/08 hors heures ouvrées, consulté par l'inspection, ne note aucune anomalie.

L'article 2 de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence n°2025-058-Dreal est respecté.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 2 : Encadrement des missions sous-traitées

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I-3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Maîtrise des risques

#### Prescription contrôlée :

Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation

Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection relève que les missions attribuées à la société de surveillance (cf. point de contrôle précédent), notamment l'appel de l'astreinte, le numéro d'astreinte à contacter, la réalisation de mesures (température, pH) et les équipements mis à disposition pour procéder à ces relevés, ne sont pas formalisées.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection relève que les missions attribuées à la société de surveillance ne sont pas formalisées (absence de consignes ou contrat tenu à la disposition de l'inspection) ni pour cette surveillance renforcée du mois d'août, ni pour la surveillance « classique » du site. Aucune procédure n'a été mise en place par l'exploitant sur ce volet. Ce point constitue un écart à l'annexe I-3 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif au système de la gestion de la sécurité. Il est demandé à l'exploitant de se mettre en conformité sous un délai de 1 mois.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

**N° 3 : Suivi APMU 2025-058-Dreal**

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP de Mesures d'Urgence du 12/08/2025, article 3.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mesures de gestion post-accident</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant procède aux réparations et interventions sur les équipements sinistrés par l'incendie afin de permettre le rétablissement du fonctionnement des trappes de désenfumage, des moyens de détection et de défense incendie et tout autre matériel de sécurité, ainsi que les moyens de rétention des eaux susceptibles d'être polluées, sur l'ensemble de son site et la gestion de son établissement conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral en vigueur susvisé. L'exploitant procède à un contrôle de la bonne intégrité du bâtiment « bunkers » et du bassin de rétention. Il restaure le volume nominal de la réserve incendie du site sous 24 heures.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Au jour de la visite, l'exploitant justifie les points suivants suite à l'incendie :</p> <p><u>- Bassin rétention :</u> Le bassin de rétention des eaux susceptibles d'être polluées est constaté entièrement vide et nettoyé. L'exploitant précise que la société Séché Urgence Intervention (SUI) a été mandatée pour procéder à cette opération. Les dernières eaux d'incendie stockées via des tankers sur site ont été évacuées pour traitement le mardi 19 août.</p> <p><u>- Réserve incendie :</u> Restauration effective du volume nominal de la réserve incendie.</p>

- Structure bâtiment :

L'exploitant a mandaté un bureau extérieur pour le contrôle de la bonne intégrité du bâtiment « bunkers », avec une intervention le 11 août. Le rapport du bureau d'études conclut que la cellule 4 (cellule d'où le sinistre s'est développé) n'est pas utilisable en l'état et que, par précaution, les cellules adjacentes (3 et 10) sont condamnées. Un étayage de ces 3 cellules est mis en place. Le reste de la structure est jugée saine.

- Désenfumage :

Seule la trappe de désenfumage de la cellule 4, où l'incendie s'est déclaré, a été actionnée. Elle n'a pas été rétablie. Cette cellule reste condamnée.

- Détection :

La détection pour les cellules fonctionnelles du bunker (c'est-à-dire hors cellules 4, 3 et 10) a été remise en fonctionnement. L'exploitant a justifié de la réalisation d'un diagnostic technique par un bureau qualifié le 11/08/25, suivi de la remise en service de l'installation (rapport d'intervention du 26/08/2025) hors cellule 4. L'inspection relève sur site la mise en place de câblages neufs reliés à la centrale pour la détection incendie des cellules du bunker hors cellule 4.

L'inspection note, par ailleurs, que sur une centrale incendie du site, il est indiqué « 1 dérangement - zon:0044 ZDA 44 matières premières ». L'exploitant explicite qu'il s'agit de la non remise en service de la détection de la cellule 4 du bâtiment bunker, mais sans pouvoir en apporter la justification. (cf point constat « détection » suivant).

- Portes coupe-feu :

Le rapport intitulé « vérification de fonctionnement porte coupe-feu coulissante suite sinistre 10/08/2025 » relève que l'ensemble des portes coupe feu du bâtiment bunker ne sont fonctionnelles que manuellement, suite à la corrosion de certaines pièces due aux fumées émises lors de l'incendie. L'exploitant a mis en place une organisation spécifique avec fermeture en manuel de ces portes à la fermeture du site. L'exploitant précise, dans son rapport d'événement v2 transmis par mail du 12/09/2025, avoir procédé à la mise à jour de la check-list de fermeture du site pour intégrer la vérification de la bonne fermeture des portes coupe-feu (PCF). Par mail du 6/10/2025, l'exploitant justifie la remise en fonctionnement des ventouses des PCF permettant l'asservissement au SSI. Le rapport intervention du 18/09/2025 transmis précise qu'il a été mis en place une alimentation provisoire pour le maintien de ces ventouses. L'exploitant précise qu'un devis pour le remplacement par une alimentation définitive a été demandé mais non encore reçu.

- Matériel intervention :

Le tour du site a permis de relever, par sondage, la remise en état des ARI (bouteilles et masques). L'inspection relève, toutefois, que ce point n'est pas tracé par l'exploitant contrairement à ce que prévoit le plan d'opération interne en vigueur du site (cf. critères fiche POI version J2 de juillet 2024, page 79).

L'article 3.1 de l'APMU 2025-058-DREAL est respecté, à l'exception du rétablissement définitif de



<p>la fonction fermeture automatique des portes coupe-feu. Les constats relevés conduisent l'inspection à formuler :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une demande de justificatifs dans l'objectif de préciser les constats relevés sur site,</li> <li>- une demande d'action corrective</li> <li>- une demande de compléter le rapport d'événement.</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><u>Détection :</u> Centrale incendie précisant « 1 dérangement - zon:0044 ZDA 44 matières premières » et pour laquelle selon l'exploitant, il s'agit de la non remise en service de la détection cellule 4 du bâtiment bunker. L'exploitant doit justifier ce point dans un délai d'un mois, soit par des compléments à apporter au rapport de son prestataire du 26/08/2025 soit par la réalisation de tests complémentaires.</p> <p><u>Portes coupe-feu et rapport d'accident :</u> L'exploitant doit s'engager sur un délai pour procéder au rétablissement pérenne de la fonction fermeture automatique des portes coupe-feu.</p> <p>Le rapport d'accident doit prévoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>* dans son plan d'actions, le volet réparation des portes coupe feu du bâtiment bunker.</li> <li>* sur le volet révision de l'étude de dangers (cf. partie 7.3 du rapport), la revue des composantes des mesures de maîtrise des risques : en effet, les portes coupe-feu du bâtiment bunker ne sont pas intégrées dans le périmètre de la mesure de maîtrise des risques « BH3 » de l'étude de dangers, alors qu'elles sont suivies par l'exploitant comme une MMR et tracées à ce titre dans la GMAO. L'inspection observe également que les conséquences des phénomènes dangereux susceptibles de se produire au niveau du bâtiment bunker, notamment l'évaluation des zones d'effets, sont dimensionnées sur la base de l'hypothèse de portes coupe-feu fermées et hermétiques dès l'apparition d'un événement. L'exploitant doit examiner la nécessité de compléter la fiche MMR associée à la « BH3 révisée ».</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 15 jours</p>

**N° 4 : Suivi APMU 2025-058-Dreal**

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP de Mesures d'Urgence du 12/08/2025, article 3.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gestion des déchets liés au sinistre</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant procède à la gestion de tous les déchets présents sur le site et issus du sinistre, conformément à la réglementation en vigueur (stockage et élimination), dans un délai d'un mois maximum à compter de la notification du présent arrêté.</p> <p>Les justificatifs d'élimination des déchets sont transmis à l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p>

<p>L'ensemble des déchets présents sur le site et issus du sinistre (eau d'extinction et gravats) sont constatés retirés du site. L'exploitant précise que la société Séché Urgence Intervention (SUI) a été mandatée pour procéder à cette opération. Les derniers déchets évacués concernent les eaux d'extinction stockées via des tankers sur site. Via la plateforme numérique track-déchets, l'exploitant justifie que le dernier tanker de 14 tonnes a été évacué le 18/08/2025 avec un code déchet associé R12 (« Échange de déchets en vue de les soumettre à l'une des opérations numérotées R 1 à R 11 »).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 5 : Suivi APMU 2025-058-Dreal**

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP de Mesures d'Urgence du 12/08/2025, article 3.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gestion des eaux d'extinction</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les eaux d'extinction sont analysées selon des paramètres déterminés au regard des produits impliqués dans le sinistre et des substances susceptibles d'avoir été émises dans l'incendie. Elles sont traitées en tant que déchets et dirigées vers une filière autorisée.</p> <p>Les justificatifs d'élimination des déchets sont transmis à l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'ensemble des déchets présents sur le site et issus du sinistre (eaux d'extinction et gravats) sont constatés retirés du site. L'exploitant précise que la société Séché Urgence Intervention (SUI) a été mandatée pour procéder à cette opération. Sur les eaux d'extinction, des mesures de pH et de taux de chlore ont été effectuées par SUI et l'exploitant pour évaluer le risque de dégazage, mais elles n'ont pas été tracées. Ces eaux ont été stockées via des tankers sur le site puis évacuées progressivement via le transporteur SARP, vers le site exploité par la société ORTEC à Berre l'Etang. Via track déchets, l'exploitant justifie que le dernier tanker de 14 tonnes a été évacué le 18/08/2025 avec un code déchet R12.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre le rapport de SUI faisant suite à son intervention suite à l'événement du 10/08/2025.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : Suivi APMU 2025-058-Dreal**

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP de Mesures d'Urgence du 12/08/2025, article 3.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rapport d'accident</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En application de l'article R. 512-69 du code de l'environnement, un rapport d'accident est transmis au préfet et à l'inspection des installations classées.</p> <p>Il comporte, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les circonstances et la chronologie précise de l'événement : descriptif de l'incident, déroulement</li> </ul>

de la mise en œuvre du schéma d'alerte, modalités de déclenchement du POI et du PPI, actions menées par l'exploitant, etc., à partir notamment des enregistrements de la vidéosurveillance et de la télésurveillance ;

- l'analyse détaillée des causes : causes techniques et organisationnelles sur l'ensemble de la chaîne de production et de logistique pouvant être à l'origine de l'évènement ;
- les mesures mises en œuvre pour gérer l'incendie indiquant notamment la quantité et les débits d'eau utilisés et le retour d'expérience de la mise en œuvre du POI ;
- les conséquences de l'incendie pour les personnes et pour l'environnement (eaux superficielles et souterraines, sols, odeurs, air...) sur la base des prélèvements mis en œuvre en application des dispositions du POI. Les résultats des prélèvements sont commentés et comparés aux valeurs de référence disponibles visant à identifier une éventuelle contamination de l'environnement par les produits et matières dangereuses diffusées .
- les conséquences économiques ;
- les mesures à mettre en œuvre pour la remise en service de l'installation en cause et le délai de réalisation de ces mesures ;
- l'évaluation de la nécessité de mettre en place de nouvelles mesures techniques et /ou organisationnelles pour éviter un accident similaire ou en réduire la probabilité des effets associés ;
- un échéancier de mise en œuvre de ces mesures.

Les éléments sur les circonstances et la chronologie précise de l'évènement sont transmis à l'inspection dans un délai de 7 jours à compter de la notification du présent arrêté.

Le rapport d'accident est adressé à l'inspection dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté.

En fonction de l'avancement des différentes investigations, le rapport d'accident pourra être complété au fil de l'eau postérieurement au délai de 15 jours.

#### **Constats :**

La chronologie des faits a été transmise par courriel du 20/08/2025. Le rapport d'accident v1 transmis par courriel du 02/09/2025 a été complété par transmission mail v2 du 12/09/2025 suite à la présente visite. Il inclut chacune des parties exigées par le présent article.

Ce rapport nécessite d'être complété au fil de l'eau, au regard des investigations complémentaires et des réflexions en cours menées par l'exploitant (investigations et réflexions menées sur le compartimentage du bunker, le renforcement du dispositif de détection du risque de décomposition au sein des cellules (par exemple détections fixes d'hygrométrie, de taux de chlore et de température), la mise en place de contrôles physico-chimiques à l'entrée des matières premières). Suite à la visite, l'inspection considère que les points suivants doivent être complétés :

1- au regard de la chronologie des événements, l'analyse et le plan d'actions associés aux dysfonctionnements suivants sont manquants :

- \* schéma d'alerte non respecté ;
- \* déclenchement tardif du POI (une heure après l'alarme technique associée au système de sécurité incendie (SSI) et 54 minutes après l'appel des secours) ;
- \* cadre d'astreinte difficilement joignable (plus de 20 minutes après l'arrivée sur place du coordinateur production) ;
- \* format d'édition de l'état des stocks non respecté ;

2- au regard de l'évènement, l'analyse des causes est à poursuivre dans l'objectif d'identifier les causes profondes. A titre d'exemple il est relevé (liste non exhaustive établie au regard des échanges tenus avec l'exploitant lors de la visite) :

\* les difficultés rencontrées pour extraire, dès l'arrivée du premier salarié sur site, le contenant de matières chlorés incriminé (extraction en vue du noyage du contenant dans le bassin dédié) ne sont pas intégrées dans l'analyse, alors même que cet examen pourrait mettre en avant plusieurs pistes d'amélioration : par exemple, le dimensionnement de la ventilation au sein des bunkers, le dimensionnement des exutoires de désenfumage (et en complément des échanges eus lors de la visite : la température de déclenchement d'ouverture du désenfumage, ainsi que le temps de déclenchement de l'ouverture du désenfumage par rapport au temps de déclenchement de la détection incendie), l'isolement du salarié ne pouvant pas intervenir seul hors heures ouvrées, l'adéquation des modalités de stockage ;

\* l'analyse ne fait pas ressortir le fait que les mesures journalières de température et de chlore assurées par les salariés ne sont réalisées qu'en jours ouvrés, et donc que la dernière mesure de température et de taux de chlore au niveau des bunkers avant l'incident du 10/08 datent du vendredi 8/08 ;

\* le non-respect des bonnes pratiques n'est pas envisagé sur chaque branche du schéma d'analyse des causes. Lorsque ce non-respect est abordé, l'adéquation et la suffisance des dites pratiques définies ne sont pas questionnées par l'exploitant ;

\* la prise en compte de la cause « contamination par huile/matière organique » n'est pas envisagée sur chaque branche du schéma, alors même que l'analyse du bureau enquête accident BEA-RI suite à l'incident de 2023 a conclu à une impossibilité d'exclure cette cause ;

\* l'incidence des conditions de stockage sont à approfondir : par exemple sur le volet humidification latente, avec des bigs-bags pouvant être entamés et pouvant être stockés depuis plusieurs mois. La question de l'« âge » des big-bags stockés n'est pas examinée ;

\* suite à la visite réactive du 11/08/2025 et comme demandé dans le rapport du 13/08/2025, il est attendu de la part de l'exploitant, dans le cadre de l'analyse détaillée des causes :

- de mener une investigation approfondie sur la qualité des produits ;
- d'analyser de manière détaillée les causes, en particulier :

# au regard des spécifications des produits mis en œuvre et de leurs caractéristiques physico-

chimiques. Il est demandé notamment à l'exploitant d'approfondir techniquement l'analyse d'un point de vue chimique pouvant expliquer ce comportement "comburant" observé des big bags DCCNa pris dans la combustion du 10/08/2025 alors même que la fiche de données de sécurité correspondante classe ce produit en non comburant (point repris au constat 13 ci-après) ;

# après examen de la présence ou non de poudres recyclées dans les matières formulées présentes au sein de la cellule 4 lors du sinistre ;

- de procéder à une analyse des risques de contamination du produit correspondant au lot 93422 de l'état des stocks de la cellule 4 du bâtiment matières premières, lors de ses transvasements successifs entre la fabrication et le stockage de matières premières. Cette analyse prendra en compte les anomalies d'exploitation survenues avant la fabrication du lot 93422 (exemple non exhaustif : dysfonctionnement sur la presse Pr4 le 30 juillet 2025 : problème de blocage de l'hélice et de la distribution).

Concernant l'analyse de l'évènement au regard de l'étude de dangers actuelle sur la zone bunker, le rapport d'évènement relève la nécessité de réexaminer l'étude de dangers. L'inspection précise qu'il est attendu :

- \* une analyse des risques complétée par la prise en compte de tous les évènements initiateurs susceptibles de se produire ;

- \* une réévaluation de l'adéquation de toutes les mesures de maîtrises des risques, et de leurs composantes, retenues dans l'étude de dangers pour le phénomène de décomposition de matières chlorés, la composante intervention humaine n'étant pas identique en heures ouvrées (HO) ou non ouvrées (HNO) ;

- \* un complément à l'analyse des risques actuelle, selon une méthodologie systématique restant à déterminer (HAZOP, AMDEC ou autre ...) intégrant le risque « dynamique » sur tout le trajet des produits chlorés dans le process une fois le big bag ouvert. Cette analyse intégrera les opérations de bâchage des big-bags entamés et des cuves de fabrication ;

- \* une prise en compte des constats de vidéosurveillance : en effet les modélisations de l'étude de dangers intègrent sur le scénario « incendie bunker » une hauteur de rejet à 4 mètres alors que les vidéosurveillances de l'évènement du 10 août dernier montrent :

→ avant et après l'ouverture de la trappe de désenfumage, des fumées sortant sous les portes et via l'aération basse des cellules n° 3 et 4 ;

→ après la levée de doute de l'astreinte technique, l'émission des fumées via la porte coupe feu maintenue ouverte durant l'intervention.

Dans ces conditions, les propositions d'actions complémentaires techniques, d'analyses scientifiques/chimiques et organisationnelles pour prévenir toute récurrence d'un sinistre similaire et améliorer les modalités d'intervention sont à compléter et à argumenter, en cohérence avec l'analyse des causes complétées. L'échéancier de mise en œuvre de ces mesures est à intégrer dans le rapport d'évènement.

Il est donc demandé à l'exploitant de compléter le rapport d'évènement en ce sens. Si nécessaire, le recours à une tierce-expertise pourra être prescrit.

**À noter, qu'un arrêté préfectoral complémentaire sera proposé par l'inspection concernant la nécessité de réexaminer l'étude de dangers du site suite à l'évènement du 10/08/2025.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de compléter le rapport d'événement v2 transmis par mail du 12/09/2025.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Prescriptions complémentaires

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 7 : Suivi APMU 2025-058-Dreal**

**Référence réglementaire :** AP de Mesures d'Urgence du 12/08/2025, article 4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Remise en service du bâtiment "Bunkers"

**Prescription contrôlée :**

4.1- La remise en service des cellules n° 1, 2, 5, 6, 7, 8, 9, 11 et 12 du bâtiment « bunkers » est subordonnée à la transmission préalable au préfet du Gard des justificatifs de réalisation des mesures prévues aux articles 2 et 3.1 précédents comportant notamment la transmission des éléments justifiant le bon fonctionnement de l'ensemble des barrières de sécurité ayant pu être affectées par le sinistre telle qu'identifiées dans l'étude de dangers en cours de validité ainsi que la conformité du respect des dispositions constructives fixées à l'article 6.3.2 de l'arrêté préfectoral du 6 octobre 2022 susvisé, selon l'organisation suivante dans l'attente de la remise en état des cellules 3, 4 et 10 :

- DCCNA pour une quantité maximale de 24 tonnes répartie dans les cellules 2 et 9,
- BCDMH pour une quantité maximale de 21 tonnes dans le bâtiment F avant stockage dans la cellule 5,
- ATCC pour une quantité maximale de 72 tonnes répartie dans les cellules 1, 8, 6, 7, 11 et 12.

4.2- La remise en service en fonctionnement normal du bâtiment bunker avec les cellules n° 3, 4 et 10 est subordonnée à la justification préalable de l'exploitant du respect des dispositions de l'article 6.3.2 de l'arrêté préfectoral du 6 octobre 2022 susvisé ainsi que du bon fonctionnement des mesures de maîtrise du risque et barrières de sécurité figurant dans la dernière révision de l'étude de dangers du site et justifiant ainsi la fin du fonctionnement dégradé du site.

4.3- Les justifications liées aux mesures prises pour répondre aux dispositions du présent arrêté, ainsi qu'à leur pertinence et à leur caractère pérenne, sont également transmises à l'inspection des installations classées.

**Constats :**

La réalisation des mesures prévues aux articles 2 et 3.1 est détaillée aux constats 1 et 3 ci-dessus. Il n'est pas relevé de points remettant en cause la remise en service des cellules n° 1, 2, 5, 6, 7, 8, 9, 11 et 12 du bâtiment « bunkers ». Les cellules n° 3, 4 et 10 du bâtiment bunker sont constatées condamnées.

En termes de quantités stockées au jour de la visite sur les cellules opérationnelles du bunker il n'est pas relevé de non-conformité par rapport aux quantités limites fixées à l'article 4.1 de

l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence.

L'affichage en place sur les portes du bâtiment bunker précise que le stockage de DCCNA s'effectue uniquement dans les cellules 2 et 9 et qu'il est limité à 24 tonnes au total. Cependant, l'inspection relève que l'affichage des modalités de stockage du bâtiment bunker complet, procédure « gestion du FIFO dans les bunkers » n'est pas à jour. L'exploitant précise dans son rapport d'événement v2 transmis le 12/09/2025 avoir procédé à la mise à jour du plan d'organisation des stockages du bâtiment bunker.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 8 : Conception des installations

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 06/10/2022, article 6.3.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Organisation des stockages bâtiment matières premières

**Prescription contrôlée :**

L'organisation des stockages est conforme à l'étude de dangers du site.

**Constats :**

L'étude de dangers du site précise page 23/108 :

« L'arrêté type « Combustibles » a fixé des dispositions spécifiques pour le stockage en big-bags des produits combustibles chlorés. Afin de les mettre en place, HYDRAPRO a choisi de construire un nouvel espace de stockage dédié aux matières premières comprenant :

- 8 cellules de stockage de 15 m<sup>2</sup> et d'une hauteur de 4 m permettant le stockage de big-bags en îlots de stockage de 6 m<sup>2</sup> dédiées au stockage d'une matière première combustible,
- 2 cellules de stockage « tampon » de 15 m<sup>2</sup> et d'une hauteur de 4 m permettant, en fin de journée, de ranger les matières premières non consommées en fabrication ainsi que les produits semi-finis en attente de conditionnement,
- 1 cellule de stockage de 60 m<sup>2</sup> dédiée à un produit dangereux pour l'environnement,
- 1 cellule de stockage de 70 m<sup>2</sup> dédiée à un produit dangereux pour l'environnement conditionné en palette de 2 m, ne permettant pas de les gerber ou stocker facilement en rack. »

L'exploitant a fourni un historique des stockages consolidé par transmission mail du 12/09/2025 pour chaque cellule du bâtiment bunker du lundi 28/07/2025 au vendredi 8/08/2025, dernier état ayant précédé l'événement du dimanche 10/08. Cet état précise s'il s'agit de big-bags non ouverts de matières premières, de big-bags entamés (ayant été ouverts puis protégés d'une sache avant stockage en bunker) de produits semi-finis en attente de conditionnement ou encore de big-bags de matières premières entamés (ayant été ouverts puis protégés d'une sache avant stockage en bunker) mais non entièrement consommés en fabrication.

Il est relevé systématiquement sur cet historique :

- au maximum 8 cellules de 15m<sup>2</sup> de stockage dédiées au stockage d'ATCC (combustible),
- au moins 2 cellules de 15 m<sup>2</sup> de stockage d'ATCC (combustible) permettant de ranger les big-bags entamés de matières premières non consommées en fabrication ainsi que de produits semi-finis

en attente de conditionnement,

- 1 cellule de 60m<sup>2</sup> dédiée au DCCNa (dangereux pour l'environnement), tout type confondu : big-bags non ouverts de matières premières, big-bags entamés de produits semi-finis en attente de conditionnement ainsi que big-bags de matières premières entamés mais non entièrement consommés en fabrication,
- 1 cellule de stockage de 70 m<sup>2</sup> dédiée aux produits « brome ».

Mais, il est relevé au sein des cellules dédiées au stockage de matières comburantes (ATCC), la présence de big-bags (ATCC) de matières premières comburantes ouverts non entièrement consommés en fabrication, alors que ceux-ci devraient se retrouver au sein des cellules de stockage dites « tampon » permettant « en fin de journée, de ranger les matières premières non consommées en fabrication ainsi que les produits semi-finis en attente de conditionnement », d'après l'étude de dangers. Le détail figure en annexe confidentiel du présent constat.

**Ce constat constitue un écart aux règles d'organisation prévues dans l'étude de dangers et prescrites dans l'arrêté préfectoral du site du 06/10/2022. Un arrêté préfectoral de mise en demeure est en ce sens proposé en annexe du présent rapport.**

En ce qui concerne le DCCNa, classé « non comburant » et "dangereux pour l'environnement" selon les fiches de données de sécurité correspondantes (cf constat n°13), l'exploitant est organisé pour stocker l'ensemble des big-bags (non ouverts de matières premières, entamés de produits semi-finis en attente de conditionnement ou de matières premières entamées mais non entièrement consommées en fabrication) dans une même cellule.

En ce qui concerne les modalités de gestion d'utilisation des big-bags de matières premières stockées, l'état des stocks transmis lors de la visite réactive menée le 11 août 2025 mentionne la durée de stockage des big-bags de matières premières. Il est relevé la présence d'un big-bag de DCCNa entamé de matières premières présent sur le site depuis 122 jours (4 mois), alors que pour les autres big-bags la durée varie de 6 à 26 jours. L'exploitant précise disposer d'une organisation permettant l'utilisation des big-bags les plus anciens en priorité, sauf pour les big-bags appelés « picking », c'est-à-dire les big-bags de matières premières ouverts mais non entièrement consommés en fabrication et utilisés au fil du temps pour les fabrications demandant moins de volume. Le big-bag de 122 jours d'ancienneté était stocké dans la cellule DCCNa impliquée lors du départ en combustion du 10/08/2025.

Au regard de l'événement survenu le 10 août dernier au sein de la cellule "DCCNa", en l'absence de cause identifiée à date, et avec l'hypothèse soulevée d'une possible contamination de la poudre au niveau d'un big-bag entamé, l'inspection propose d'imposer à l'exploitant, les mesures conservatoires suivantes :

- mise en place d'une organisation de stockage pour le DCCNa à l'identique de l'ATCC (comburant), à savoir la séparation des big-bags fermés et entamés dans différentes cellules afin de réduire l'occurrence du risque, et de le diminuer en termes de propagation avec une quantité affectée plus faible.



- mise en place d'une durée maximale de stockage sur site des big bags ouverts ; une durée maximale de 2 mois est proposée en première approche.

L'inspection précise que ces mesures pourront être ré-évaluées à l'aune des conclusions de l'enquête en cours menée par le bureau enquête accident risques industriels sur l'évènement du 10 août.

**Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire, rédigé en ce sens, est joint au présent rapport. Il précise notamment les dispositions spécifiques pour le stockage en big-bags des produits chlorés au sein de ce bâtiment bunker.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription, Prescriptions complémentaires

**Proposition de délais :** 1 mois

#### N° 9 : Conditions de stockage

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 01/08/2019, article 3.6.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, îlotage

**Prescription contrôlée :**

[...]

Le stockage des produits comburants générant des gaz toxiques en quantité significative lors de leur décomposition sous une autre forme (en sac de grande contenance type big bag, en emballages de petite contenance non étanches à l'eau, en vrac...) est réalisé dans les conditions suivantes :

- le local est équipé d'un dispositif de détection gaz adapté aux produits susceptibles d'être générés en cas de décomposition accidentelle, avec transmission, en tout temps, de l'alarme à la personne nommément désignée visée au point 3.1 ;
- uniquement avec d'autres produits comburants ou inertes au sein d'un même local et à une hauteur maximale de 5 mètres ;
- en îlots dédiés à ces produits d'une surface au sol de 6 m<sup>2</sup> maximum, éloignés d'au moins 5 mètres les uns des autres et des produits comburants autres, ou séparés par un mur REI 120 dont la hauteur et la largeur dépassent les stockages de 1 mètre ;
- dans un local non équipé d'une extinction automatique pour les produits conditionnés dans des emballages non étanches à l'eau.

Dans tous les cas, l'agencement des îlots prend en compte les incompatibilités des produits comburants entre eux conformément aux dispositions citées au 3.3 du présent arrêté.

**Constats :**

L'inspection a contrôlé, par sondage, le respect des conditions de stockage des matières comburantes, en îlots dédiés d'une surface au sol de 6 m<sup>2</sup> maximum. L'exploitant explicite son organisation : un big-bag ayant une surface au sol de 1m<sup>2</sup>, chaque cellule de stockage d'ATCC ne doit contenir que 6 big-bags au sol. Or, lors de la visite du bâtiment bunker, l'inspection relève dans la cellule 8 dédiée au produit comburant ATCC, la présence de 7 big-bags au sol : 6 big-bags

non ouverts de matières premières + 1 big-bags entamé protégé d'une sache.

Ce constat constitue un écart par rapport à l'organisation du stockage (en îlots dédiés d'une surface au sol de 6 m<sup>2</sup> maximum) de produits comburants générant des gaz toxiques en quantité significative lors de leur décomposition. Un arrêté préfectoral de mise en demeure est proposé en annexe du présent rapport.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 1 mois

#### N° 10 : Etats des matières stockées

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50

**Thème(s) :** Risques accidentels, Etats des matières stockées

##### **Prescription contrôlée :**

L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés encas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance. Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.

##### **Constats :**

Lors de la visite réactive menée le 11 août 2025, l'inspection avait relevé que l'état des stocks présenté ne comportait pas de manière autoportante toutes les informations détaillées visées à l'article 50 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, notamment :

- l'état des stocks général faisait apparaître les quantités par rubrique de la nomenclature sans que la correspondance puisse être faite directement avec les matières stockées et leurs mentions de dangers (référence à un code produit non interprétable par des interlocuteurs extérieurs),
- l'état des stocks particulier de la cellule 4 ne faisait pas apparaître les mentions de dangers des produits stockés.

Il a alors été demandé à l'exploitant la mise en œuvre, dans un délai d'1 mois, d'actions correctives sur l'état des stocks détaillé telles que celles présentées dans le courrier de l'exploitant du 6 mars 2025 (courrier en réponse à l'écart relevé lors d'une précédente visite d'inspection en date du 12 décembre 2024).

L'état des stocks présenté lors de la présente visite est conforme au tableau général du courrier du 6 mars 2025 de l'exploitant, mais l'exploitant a intégré des regroupements d'emplacements par désignation de produits. A titre d'exemple, il est relevé un stockage de :

- « matière première TCCA » rubrique 4440, à hauteur de 47,40 tonnes, au niveau des cellules 1, 6 et 7, sans en préciser les quantités par cellules individuellement.
- « matière première DCCNa» rubrique 4510, à hauteur de 21,01 tonnes, au niveau des cellules 2 et 9 sans en préciser les quantités par cellules individuellement.

Dans ces conditions, l'état des stocks fourni ne permet toujours pas de connaître [...] les quantités approximatives des substances, produits, [...] présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. **Un arrêté préfectoral de mise en demeure est proposé en annexe du présent rapport.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 11 : Détection dans les zones à risque

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 06/10/2022, article 6.5.6

**Thème(s) :** Risques accidentels, Détection incendie bâtiment matières premières

**Prescription contrôlée :**

Afin de limiter les conséquences de telles fuites, les moyens d'alarme, de protection et d'intervention adaptés à la nature du risque et nécessaires à leur localisation, à la limitation de leur extension et leurs effets, sont disponibles.

Ces moyens peuvent comprendre un réseau de détecteurs d'atmosphère explosive, de gaz toxiques et de flammes judicieusement répartis, pour permettre de détecter et localiser suffisamment tôt une fuite de gaz éventuelle. Les détecteurs sont repérés sur un plan tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'implantation des détecteurs, quelle que soit la technologie retenue, résulte d'une étude préalable prenant en compte notamment la nature et la localisation des installations, les conditions météorologiques, les points sensibles de l'établissement et ceux de son environnement. Les détecteurs font l'objet d'un report en salle de contrôle.

L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité, les seuils de déclenchement prédéterminés et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

Les détecteurs fixes déclenchent en cas de dépassement des seuils prédéterminés des dispositifs d'alarme sonore et visuelle destinés au personnel assurant la surveillance de l'installation. Suivant des consignes pré-établies, la mise en sécurité de l'installation avec les actions appropriées pour l'unité et si nécessaire les unités voisines. Ces consignes sont tenues à disposition de l'inspection des installations classées.

La surveillance d'une zone de danger ne repose pas sur un seul point de détection.

Les dispositifs utilisés à cet effet sont redondants, indépendants des systèmes de conduite et sans mode commun de défaillance. Ils sont à sécurité positive.

Les actions déclenchées par le système de mise en sécurité ne doivent pas pouvoir être annulées ou rendues inopérantes par action simple sur le système de conduite ou les organes concourant à la mise en sécurité, sans procédure préalablement définie.

#### **Constats :**

Le périmètre de ce point de contrôle porte uniquement sur le système de détection incendie en place au niveau du bâtiment bunker matières premières.

Depuis février 2025, suite à des défauts intempestifs sur l'installation initiale composées de capteurs ponctuels, l'exploitant a mis en place, en remplacement, une détection par aspiration. L'exploitant précise que l'aspiration est effectuée via deux circuits indépendants : un circuit ATCC et un circuit DCCNa. L'exploitant précise assurer un contrôle périodique semestriel du système de détection bunker : le dernier bon d'intervention pour maintenance du 27/06 au 6/8/2025 a été présenté.

L'inspection relève que :

- L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un plan d'implantation du système de détection au niveau du bunker matières premières, seul un plan projet daté du 17/12/2024 a été présenté ;
- aucun élément justifiant de l'adéquation de l'affectation des cellules de stockage spécifiques ATCC ou DCCNa depuis l'événement du 10/08/2025 n'a été présenté par l'exploitant au regard de la présence de deux circuits indépendants de détection par aspiration DCCNa ou ATCC.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de :

- transmettre le plan d'implantation du système de détection au niveau du bunker matières premières,
- justifier les choix d'affectation des cellules de stockage spécifiques ATCC ou DCCNa au regard de la présence de deux circuits indépendants de détection par aspiration DCCNa ou ATCC.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I-5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etudes de dangers
<b>Prescription contrôlée :</b>  En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence. Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée. [...]
<b>Constats :</b>  La dernière mise à jour du plan d'opération interne du site de Lédenon date de juillet 2024. Celui-ci présente : <ul style="list-style-type: none"><li>• en pages 8, 9 et 10 les schémas d'alerte définis en fonction des heures ouvrées ou non ouvrées du site. Le schéma p10 « <i>Heures Non ouvrées : du lundi au vendredi - 16h30 à 8h et les samedis/dimanches/jours fériés (absence de production)</i> » correspond à la configuration lors du déclenchement du POI lors de l'événement du 10/08/2025.</li><li>• en pages 45, les missions heures non ouvrées « <i>quoi / qui / quand / ou / comment</i> » correspondent à la configuration lors du déclenchement du POI lors de l'événement du 10/08/2025.</li></ul> Le chronogramme transmis dans le rapport d'événement montre des écarts par rapport à la procédure établie avec : <ul style="list-style-type: none"><li>- un schéma d'alerte non respecté : le cadre d'astreinte n'a pas pu être joint par l'astreinte technique dès la levée de doute. L'interview, par l'inspection, du personnel du site, réalisée lors de la visite du 05/09/2025, a également montré que lors du sinistre, l'agent d'astreinte avait appelé le numéro de téléphone d'astreinte, mais il n'avait pas réussi à joindre le cadre d'astreinte. Selon l'exploitant :<ul style="list-style-type: none"><li>• le jour du sinistre, l'astreinte cadre était assurée par la directrice de production (siège Hydrapro) en suppléance du directeur général (siège Hydrapro) et du directeur technique (siège Hydrapro) qui étaient en congés. D'après l'exploitant, cette suppléance est formalisée, mais il n'est pas établi de planning prévisionnel d'astreinte. L'interview, par l'inspection, du personnel du site, a montré que l'astreinte technique n'avait pas connaissance de qui assurait l'astreinte cadre le jour du sinistre ;</li><li>• le numéro de téléphone d'astreinte mentionné comme étant à contacter est celui du directeur général. En cas de congés de ce dernier, une bascule automatique est réalisée vers le téléphone du directeur technique, s'il n'est pas lui même en congés, sinon la bascule est effectuée vers le téléphone de la directrice de production. Lors de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de démontrer que la bascule automatique du téléphone du directeur général vers celui de la directrice de production avait été fonctionnel.</li></ul></li><li>- une fiche mission DOI non respectée : le POI a été déclenché 54 minutes après l'appel des pompiers.</li></ul> Ces constats relèvent un écart entre les procédures établies pour la gestion des situations d'urgence et leur mise en œuvre lors de l'événement du 10/08/2025. Un arrêté préfectoral de mise

en demeure est proposé en annexe du présent rapport.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

**N° 13 : FDS Respect de ces dispositions**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Règlement REACH : FDS
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes :a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;b) dans sa propre évaluation de la sécurité chimique ;c) dans les informations sur les mesures de gestion des risques qu'il fournit conformément à l'article 32.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le contrôle porte sur le respect de l'application des dispositions du règlement n°1907/2006 du 18 décembre 2006 (REACH) et notamment le respect des dispositions de la fiche de données de sécurité (FDS). Les FDS des deux produits présents au sein de la cellule DCCNa lors de l'événement du 10/08/2025 ont été analysées :</p> <p><b><u>Matière première DCCNa :</u></b>  Nom : Troclosène sodique dihydrate  Un unique fournisseur : Quimidroga  FDS : du 16/03/2017  N° CAS : 51580-86-0  Mention de dangers : H302, H410, H319 et H335, (classé non comburant)</p> <p>L'étiquetage relevé sur site est cohérent avec les informations de la FDS associée.  La FDS précise à la rubrique 7 « MANIPULATION ET STOCKAGE » :  - Maintenir les récipients hermétiques  → constat réalisé par l'inspection sur le site : les big bags entamés de matières premières ouverts sont simplement recouverts d'une sache plastique  - Stocker dans un endroit frais, sec et bien aéré  → constats réalisés par l'inspection sur le site :  * la période du 10 août n'était pas vraiment fraîche, l'incompatibilité dure toute la période estivale,  * pas de suivi des paramètres in situ de température ou d'humidité au sein de la cellule de stockage,  * aération simple naturelle via une ouverture basse et haute de près de 10 cm de diamètre sans justificatif de dimensionnement associé,  * big-bags possiblement exposés au processus d'humidification avec la présence de stockage de big-bags ouverts depuis plusieurs mois (humidification latente)</p>

### **Produit formulé à base de DCCNa**

Nom : Pastilles Chlorées

Un unique fournisseur : Hydrapro

FDS : du 27/12/2024

Mélange : N° CAS : 51580-86-0 (Troclosène sodique dihydrate) et 124-04-9 (acide adipique)

Mention de dangers : H302, H410, H319 et H335, (classé non comburant)

La FDS précise à la rubrique 7 « MANIPULATION ET STOCKAGE » :

- Prévention des incendies - Manipuler dans des zones bien ventilées
- Conserver le récipient bien fermé, dans un endroit sec et bien ventilé
- Stocker dans son emballage d'origine, bien fermé à l'abri de la lumière, de la chaleur et du froid

→ *constats réalisés par l'inspection sur le site :*

*\* aération simple naturelle via une ouverture basse et haute de près de 10 cm de diamètre sans justificatif de dimensionnement associés,*

*\* pas de suivi des paramètres in situ de température ou d'humidité au sein de la cellule de stockage,*

*\* big bags ouverts simplement recouverts d'une sache plastique*

### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Au regard de l'événement survenu le 10 août dernier au sein de la cellule DCCNa, de l'absence de cause identifiée à date et des constats établis ci-dessus, il est demandé à l'exploitant d'apporter son analyse et la justification du respect des conditions de manipulation et de stockage des big-bags de matières premières DCCNa et de produits formulés DCCNa. Il est proposé d'intégrer ce point dans le plan d'actions du rapport d'événement (cf constat n° 6 ci-avant). Il viendra compléter l'analyse détaillée des causes demandée, en particulier au regard des spécifications des produits mis en œuvre et de leurs caractéristiques physico-chimiques. Pour rappel, sur ce dernier point, il est notamment demandé à l'exploitant (cf constat n°6 ci-dessus) d'approfondir techniquement son analyse d'un point de vue chimique pouvant expliquer le comportement "comburant" observé des big-bag DCCNa pris dans la combustion du 10/08/2025 alors même que la fiche de données de sécurité correspondante classe ce produit en non comburant.

L'attention de l'exploitant est appelée sur les conditions de chaleurs inévitables en été qui ne peuvent pas être en phase avec les recommandations de la FDS sauf à réfrigérer les cellules de stockage.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

### **N° 14 : Traçabilité**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 54

**Thème(s) :** Risques accidentels, Maîtrise des risques

**Prescription contrôlée :**

Équipements et procédures concourant à la maîtrise des risques. »

A. L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans

<p>l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques.</p> <p>Il assure :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le bon fonctionnement, à tout instant, des barrières de sécurité, et notamment l'efficacité des mesures de maîtrise de risques ;</li> <li>• la tenue à jour des procédures ;</li> <li>• le test des procédures incident/ accident ;</li> <li>• la formation des opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le cas échéant du personnel des entreprises extérieures, aux conditions de mise en œuvre et aux procédures associées aux barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques.</li> </ul> <p>Ces actions sont tracées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection montre que plusieurs actions prises par Hydrapro dans le cadre de la gestion du sinistre du 10/08/2025 et de ses conséquences ont été réalisées mais n'ont pas été tracées. Ainsi :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• selon l'exploitant, le week-end des 30 et 31 août (soit après l'arrêt de la surveillance renforcée hors heures ouvrées effectuée par un prestataire), un suivi de la température et des taux de chlore a été réalisé au niveau des stockages, notamment du bunker, par l'astreinte technique (mesure de la température par caméra thermique et détecteur portatif pour la mesure de chlore). Mais les résultats de ces mesures n'ont pas pu être présentés lors de la visite, alors qu'une feuille de mesure à renseigner est mise en place sur le site. L'exploitant indique qu'il fera un rappel auprès de ses équipes sur la nécessité de tracer les résultats des nouveaux suivis prévus le week-end des 6 et 7 septembre .</li> <li>• Comme indiqué au point de contrôle n° 3, le tour du site a permis de relever, par sondage, la remise en état des ARI (bouteilles et masques : nettoyage des équipements et bouteilles re-remplies). Toutefois, cette action n'est pas tracée par l'exploitant contrairement à ce que prévoit le plan d'opération interne en vigueur du site.</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Renforcer la traçabilité des actions réalisées dans le cadre de la mise en œuvre des procédures concourant à la maîtrise des risques</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

**N° 15 : Plan d'opération interne (POI)**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 515-100
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mise à jour du POI
<b>Prescription contrôlée :</b>



I. Afin d'atteindre les objectifs énoncés à l'article L. 515-41, le plan d'opération interne définit, notamment, les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens mis en œuvre par l'exploitant de nature à :

- « 1° Contribuer à fournir à l'autorité compétente les informations nécessaires à l'établissement des plans d'urgence et à la détermination des mesures et des obligations incombant à l'exploitant mentionnées au III ;
- « 2° Assurer, en ce qui concerne l'exploitant, la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.

**Constats :**

Le plan d'opération interne en vigueur du site comporte des données obsolètes sur les volets "description des bunkers" (exemple : détection incendie) et « remise en état » (exemple : prestataires listés).  
Dans le POI, la description des bunkers doit également être revue afin de faire apparaître clairement les cellules de stockage dites « tampon »

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Le POI est à mettre à jour.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 16 : Équipiers de seconde intervention**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54-A

**Thème(s) :** Risques accidentels, Mesure de maîtrise des risques

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques.

Il assure :

- le bon fonctionnement, à tout instant, des barrières de sécurité, et notamment l'efficacité des mesures de maîtrise de risques ;
- la tenue à jour des procédures ;
- le test des procédures incident/ accident ;
- la formation des opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le cas échéant du personnel des entreprises extérieures, aux conditions de mise en œuvre et aux procédures associées aux barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques.

Ces actions sont tracées.

**Constats :**

La mesure de maîtrise des risques "BH3" retenue par l'exploitant dans son étude de dangers (cf.

<p>point de contrôle n° 3) repose, entre autres, sur l'intervention du personnel réalisant une seconde intervention.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a confirmé que des équipiers de seconde intervention formés font effectivement partie du personnel, mais la visite n'a pas permis de vérifier que l'organisation des ESI du site satisfait les référentiels normatifs en vigueur.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant précisera le cadre normatif pris en référence pour les ESI du site (APSAD R6 ? Autre?) et transmettra à l'inspection les éléments justifiant que l'organisation mise en place satisfait ce référentiel.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>